

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 MARS 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 24/157 CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE PAR LE PARC NATIONAL DE PORT CROS D'UN ESPACE DE STOCKAGE SUR L'ILE DE PORQUEROLLES - COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/157

BUREAU DU 18 MARS 2024

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE PAR LE
PARC NATIONAL DE PORT CROS D'UN ESPACE DE
STOCKAGE SUR L'ILE DE PORQUEROLLES -
COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention d'occupation précaire ci-annexée,

CONSIDERANT que le Parc National de Port Cros est propriétaire d'un terrain clos non couvert d'une surface totale de 70 m² sis à Hyères-les-Palmiers, Ile de Porquerolles,

CONSIDERANT que la Métropole a sollicité le Parc National de Port-Cros pour bénéficier d'un terrain à destination d'espace de stockage pour les besoins logistiques des services techniques de la Métropole sur l'Ile de Porquerolles,

CONSIDERANT que la convention d'occupation précaire consentie par le Parc National de Port-Cros est d'une durée de trois ans, moyennant une redevance annuelle de 1 260 €,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'occupation relative à un terrain clos non couvert d'une surface totale de 70 m² sis à Hyères-les-Palmiers, Ile de Porquerolles, consentie par le Parc National de Port-Cros pour une durée de trois ans, moyennant une redevance annuelle de 1 260 €.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires au règlement du loyer sont inscrits à l'opération n° 60108 - article n° 6132 du Budget principal 2024 (et suivant).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE pour la mise à disposition d'un espace de stockage

2023 - 2025

Entre :

Le Parc National de Port-Cros, 181, Allée du Castel Sainte-Claire, BP 70220, 83406 HYERES CEDEX, Établissement public à caractère administratif, SIRET n°188 300 057 000 26, représenté par son directeur, M. Marc DUNCOMBE, agissant es qualité en vertu des délibérations du Conseil d'Administration n°12/12 du 19 mars 2012 et n°2/16 du 29 février 2016,

d'une part,

et

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, créée par décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017, dont le siège est à TOULON au 107, Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° du, dénommée ci-après, la « **Métropole TPM** »,

d'autre part,

ci-après désigné le bénéficiaire,

EXPOSE DES MOTIFS

Dans le cadre des relations entre le Parc national de Port-Cros et la Métropole Toulon Provence Méditerranée , et pour répondre à une demande de mise à disposition d'un espace de stockage de matériels, pour les besoins logistiques des services techniques de la Métropole TPM sur l'île de Porquerolles,

il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET - DÉSIGNATION

Le Parc national de Port-Cros met à disposition de la Métropole Toulon Provence Méditerranée un espace non clos destiné au dépôt et stockage du matériel de logistique de ses services techniques.

Cet espace non clos est situé sur une partie de la parcelle cadastrée section **J n°0208**, sur l'île de Porquerolles, et est ainsi détaillé :

- **1 terrain clos, non couvert d'une surface totale de 70 m²**
sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample description.

Cette parcelle, qui dépend du domaine privé de l'État, a été affectée à titre définitif au ministère de l'environnement et attribuée, à titre de dotation, au Parc national de Port-Cros aux termes d'un arrêté ministériel du 20 février 1985, et immatriculé au Tableau Général des Propriétés de l'État sous le numéro 830/1388.

La présente autorisation ne peut en aucun cas être considérée comme une convention ouvrant droit à la propriété commerciale.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code général de la propriété des personnes publiques et par la jurisprudence.

ARTICLE 2 – DURÉE

L'autorisation est accordée pour une durée maximale de 3 ans à compter du 1er janvier 2023.

L'occupation cessera de plein droit à l'expiration de cette période, c'est-à-dire le 31/12/2025.

Elle sera périmée au bout d'un an s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DEVRA ÊTRE PRÉSENTÉE PAR LE BÉNÉFICIAIRE TROIS MOIS AVANT L'EXPIRATION DE LA PÉRIODE D'AUTORISATION EN COURS.

ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DE L'OCCUPATION – DESTINATION

Le terrain mis à disposition sera réservé exclusivement au dépôt et entreposage de matériels nécessaires à l'activité des services techniques de la MTPM.

La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Le bénéficiaire ne pourra donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque.

Le bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement et en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Toute sous-location de ces biens et toute cession de la présente autorisation sont interdites.

En cas de cession irrégulière de la part du bénéficiaire, celui-ci continuera à être responsable vis-à-vis du Parc national de Port-Cros de toutes ses obligations, notamment du paiement de la redevance.

ARTICLE 4 – CONDITIONS PARTICULIÈRES DE L'OCCUPATION

- La **Métropole TPM** désignera un responsable de cet espace de stockage de matériels au chef de secteur de Porquerolles du Parc national de Port-Cros, afin de régler tout problème pouvant survenir pendant la durée d'occupation.
- Précautions de stockage : la nature du matériel entreposé sera préalablement déclarée au chef de secteur et ne devra pas comporter des produits toxiques, inflammables et/ou explosifs.
- Toutes modifications des caractéristiques de stockage devront faire l'objet d'une autorisation préalable du Parc national qui n'affranchira pas l'occupant, s'il en est besoin, de l'obtention des autorisations administratives nécessaires et notamment celles délivrées par les services de la Préfecture du Var.
- En raison de son caractère essentiellement précaire, que l'occupant reconnaît et qu'il accepte, la présente convention revêt un caractère personnel et ne pourra faire l'objet ni de cession ni de sous-location.
- Elle ne conférera à l'occupant aucun des droits et avantages reconnus à l'occupant d'immeuble à usage commercial et industriel, notamment en ce qui concerne le droit au maintien dans les lieux.
- Au cas où l'occupant donnerait une autre destination au terrain, le Parc national serait en droit de résilier la présente convention sans autre formalité que celles mentionnées à l'article 10.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire sera tenu d'observer les réglementations en vigueur sur l'île et notamment celles liées au site classé et à la prévention incendie et s'assurera auprès de son personnel du respect des dispositions en vigueur.

Il déclare notamment prendre lui-même toutes mesures de sécurité et inviter son personnel à la plus grande vigilance contre le risque incendie.

L'occupant maintiendra les biens en bon état d'entretien et d'utilisation et assurera les réparations de toute nature.

En particulier, il veillera à ce que soient exclues toutes matières combustibles tels des papiers, chiffons et herbes sèches.

L'occupant s'engage à maintenir le dépôt en constant état de propreté et désherbé.

En tout état de cause, ne sont autorisés à accéder à ce lieu, que les véhicules de service de MTPM pour entreposer ou retirer du matériel.
Les véhicules ne seront pas autorisés à stationner à l'extérieur du dépôt.

ARTICLE 6 – ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des biens précités (état des lieux d'entrée) et lors de leur restitution (état des lieux de sortie).

ARTICLE 7 – LOYER / REDEVANCE – MODALITÉS DE PAIEMENT

Le bénéficiaire devra régler au Parc national de Port-Cros des droits d'occupation calculés suivant le tarif établi par décision du directeur N° 501/2022.

Soit, pour un tarif fixé à 1,50€ le m² pour un espace de stockage de 70m² pour 12 mois (70 x 1,50 x 12), une redevance annuelle de 1 260,00 € (mille deux cent soixante euros)

Un avis des sommes à payer sera adressé au bénéficiaire qui pourra régler de la manière suivante :

- par chèque bancaire ou postal libellé au nom de : l'agent comptable du Parc national de Port-Cros, en joignant le talon à découper de l'avis de sommes à payer. Le chèque devra être adressé par l'intéressé à l'adresse suivante :

Groupeement comptable de l'OFB,
des Parcs nationaux et de l'EPMP
Immeuble Tabella
125, Impasse Adam Smith
340470 PEROLS

- par virement sur le compte de l'Agent Comptable en indiquant les références (établissement + numéro du titre de recettes) :

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
10071	34000	00001005130	36

Domiciliation
TPMONTPELLIER

IBAN (International Bank Account Number)

FR76	1007	1340	0000	0010	0513	036
------	------	------	------	------	------	-----

BIC (Bank Identifier Code)
TRPUFRP1

Titulaire du compte :
PARC NATIONAL DE PORT CROS
AGENCE COMPTABLE
125 IMPASSE ADAM SMITH
OFFICE FRANCAIS BIODIVERSITE
34470 PEROLS

En cas de retard dans le paiement de la redevance, la somme due portera intérêt de plein droit au taux prévu sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉ DU PERMISSIONNAIRE

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du terrain mis à sa disposition. Il sera seul responsable, aussi bien envers le Parc national de Port-Cros qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, incidents, dégâts ou dommages.

Le bénéficiaire s'engage à entretenir les lieux et/ou locaux mis à disposition, et à les maintenir en constant état de propreté.

Le bénéficiaire ne pourra ni modifier l'état des lieux de l'ouvrage concédé, ni y réaliser des terrassements, ni y entreprendre des constructions nouvelles de quelque nature qu'elles soient (légères, demi-dures, dures) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du Directeur du Parc national de Port-Cros.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS D'ASSURANCES

Le bénéficiaire devra souscrire les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent et communiquer les copies des contrats d'assurance et leurs avenants dans le mois de leur signature.

Ces contrats devront notamment garantir sa responsabilité civile, les risques d'incendie, de voisinage, les dégâts des eaux, d'explosion, la foudre, le vandalisme et autres dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Les polices souscrites devront garantir le Parc national de Port-Cros contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit, tiré de cette utilisation.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes de la présente autorisation afin de rédiger en conséquence leurs garanties. Mention de cette communication sera faite dans chaque contrat d'assurance.

Le bénéficiaire prendra toutes les dispositions pour résilier en temps utile les polices souscrites de sorte que la responsabilité du Parc national de Port-Cros ne soit recherchée pour la continuation de ces contrats après expiration de l'autorisation.

Le Parc national de Port-Cros pourra en outre, à toute époque, exiger du bénéficiaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances. Cette communication n'engagera en rien la responsabilité du Parc national de Port-Cros pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avéreraient insuffisant.

ARTICLE 10 – RETRAIT- RENONCIATION

1/ Retrait à l'initiative du Parc national de Port-Cros

- Le Parc national de Port-Cros se réserve le droit, avec un préavis de 3 mois, de retirer pour un motif d'intérêt général l'autorisation du présent acte sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à indemnisation.

Le retrait sera prononcé par décision du Parc national. La notification au bénéficiaire en sera faite par lettre recommandée avec accusé réception. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par le Parc national. En cas d'aliénation de l'immeuble, ce délai ne pourra être inférieur à six mois.

- L'inobservation des conditions imposées par la présente convention entraînera sa résiliation après une mise en demeure non suivie d'effet sous quinze jours, et sans que

l'occupant ne puisse exercer un quelconque recours, ni réclamer une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.

2/ Renonciation à l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation, en respectant un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Suite à une renonciation de sa propre initiative, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 11 – SORT DES BIENS A LA CESSATION DE L'AUTORISATION

A l'expiration de la durée de la présente autorisation pour quelque cause que ce soit, le bénéficiaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du bénéficiaire par le parc national, à moins que ce dernier n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le bénéficiaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit au parc national.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

ARTICLE 13 – IMPÔTS TAXES, DÉCLARATIONS

Le bénéficiaire devra supporter seul la charge de tous les impôts auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

Le bénéficiaire fera, en outre, s'il y a lieu et, sous sa responsabilité, la déclaration notamment de constructions nouvelles prévues par le code général des impôts (article 1 406 C.G.I.).

Le bénéficiaire ne pourra se prévaloir de la présente autorisation pour échapper à la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme ou de respect de l'environnement.

Le retrait sera prononcé par décision du Parc national. La notification au bénéficiaire en sera faite par lettre recommandée avec accusé réception. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par le Parc national. En cas d'aliénation de l'immeuble, ce délai ne pourra être inférieur à six mois.

- L'inobservation des conditions imposées par la présente convention entraînera sa résiliation après une mise en demeure non suivie d'effet sous quinze jours, et sans que l'occupant ne puisse exercer un quelconque recours, ni réclamer une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.

2/ Renonciation à l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation, en respectant un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Suite à une renonciation de sa propre initiative, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 11 – SORT DES BIENS A LA CESSATION DE L'AUTORISATION

A l'expiration de la durée de la présente autorisation pour quelque cause que ce soit, le bénéficiaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du bénéficiaire par le parc national, à moins que ce dernier n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le bénéficiaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit au parc national.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

ARTICLE 13 – IMPÔTS TAXES, DÉCLARATIONS

Le bénéficiaire devra supporter seul la charge de tous les impôts auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

Le bénéficiaire fera, en outre, s'il y a lieu et, sous sa responsabilité, la déclaration notamment de constructions nouvelles prévues par le code général des impôts (article 1 406 C.G.I.).

Le bénéficiaire ne pourra se prévaloir de la présente autorisation pour échapper à la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme ou de respect de l'environnement.

ARTICLE 14 – ANNEXES

Un plan de situation du terrain attribué, sur une portion de la parcelle J0208, sera annexé à la présente.

Il sera établi deux originaux de la présente autorisation dont un exemplaire sera notifié au bénéficiaire.

Fait à Hyères, le 12 janvier 2023

Le Directeur
du Parc national de Port-Cros,

Marc DUNCOMBE

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée,

Jean-Pierre GIRAN

Pièces jointes :
- décision tarif n°501/2022
- plan de localisation

DÉCISION DU DIRECTEUR N° 501 / 2022

Nature de la demande : Mise à disposition de locaux techniques ou à usage de stockage
Localisation : Ile de Porquerolles
Dossier suivi par : Nicole ULLMANSBERGER

Le directeur de l'établissement public Parc national de Port-Cros,

VU la demande émise par la Mairie de Hyères et Métropole TPM, et de Particuliers, pour la mise à disposition de locaux de stockage afin de faciliter les interventions de leurs services techniques sur l'île de Porquerolles, et/ou autres besoins liés à des particuliers,

DÉCIDE

Article 1

La présente décision fixe les tarifs de location à des administrations ou à des particuliers, de divers locaux techniques et/ou de stockage (boxes ou garages).
Ces tarifs sont exonérés de la TVA (art.261 D du code général des impôts).

Désignation	Prix au m ² par mois
Locaux techniques et/ou de stockage clos	4,30 €
Locaux techniques et/ou de stockage non-clos	1,50 €

Article 2

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public Parc national de Port-Cros (www.portcrosparcnational.fr).

Fait à Hyères, le 24 mars 2022

Le Directeur
Marc DUNCOMBE



Par Délégation
Le Secrétaire Général
P. LARDE

La présente décision peut être contestée par recours gracieux formulé par envoi en recommandé auprès de Monsieur le directeur du Parc national de Port-Cros, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif de Toulon territorialement compétent



